

REPUBLIQUE FRANCAISE-----
Liberté Égalité Fraternité

Département de la SEINE-MARITIME
Arrondissement de ROUEN
Canton de NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE
Ville de MALAUNAY

ARRÊTÉ DE FERMETURE DE VOIRIE ET ESPACE PUBLIC**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MALAUNAY**

VU les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 et L.2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route

VU la Loi n°82 213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Pénal,

VU l'arrêté ministériel du 7 juin 1977, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, version consolidée d'août 2009,

VU les risques provoqués par les intempéries,

Considérant que l'accès au cimetière est impraticable,

Considérant la nécessité de prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité des usagers,

A R R E T E

Article 1er : Les voiries et espaces suivants seront fermés à la circulation piétonne et des véhicules, excepté services de secours et services publics, du 21 NOVEMBRE 2024 14h00 au 22 NOVEMBRE 2024 12h00 :

- Rue du souvenir Français
- Le Cimetière de Malaunay

Article 2 : Les services techniques mettront en place la signalisation adéquate. Le positionnement de la signalisation devra correspondre aux normes et exigences définies par la réglementation de la signalisation routière.

Article 3 : Le présent arrêté devra être affiché.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 5 : Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de Police de Maromme, Monsieur le Chef de Service de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : En vertu de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rouen ou sur la plateforme dématérialisée www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la prise de l'arrêté, de son affichage et de sa notification

Fait à Malaunay le 21 novembre 2024

Guillaume COUTEY

Maire de MALAUNAY

